

Cette spin off qui vaut des ennuis en justice à l'ULB.

Ariane van Caloen

En liquidation, Unibioscreen aura englouti 35 millions. Un actionnaire se rebiffe...

S'attaquer à l'ULB et à certains de ses ténors, comme Robert Tollet, celui qu'on surnomme le "Davignon de la gauche". C'est ce qu'a décidé de faire - au travers d'une plainte en justice déposée il y a quelques mois - la société Catalpa appartenant à un investisseur privé belge. Cette affaire implique beaucoup de (beau) monde et soulève la question majeure de la recherche scientifique en matière de santé et de son financement.

Au cœur du litige se trouve une "spin-off" de l'ULB, Unibioscreen, créée en 1999 avec comme activité principale la recherche anticancéreuse. L'Université libre de Bruxelles est alors actionnaire à 80 %. Peu après sa création, une levée de fonds est organisée via la société Capital&Finance. On est en plein dans le "private equity" qui s'adresse à certains types d'investisseurs prêts à prendre un risque financier dans l'espoir d'en tirer à terme un rendement élevé. Montant de l'augmentation de capital de l'époque : 30 millions de francs belges.

A la tête d'Unibioscreen, il y a le professeur Robert Kiss (53 ans), maître de recherche au FNRS. Personnage charismatique, il incarne tous les espoirs nourris dans Unibioscreen. Au cours de ces dernières années, il a bénéficié (pour ses recherches) des dons d'institutions aussi respectables que le Télévie ou "Les Amis de l'Institut Bordet".

Dans le document sur l'augmentation de capital, on dit que Robert Kiss, directeur du laboratoire d'histopathologie de l'ULB, *"commercialise avec succès, depuis 1989, le savoir-faire qui a été apporté à Unibioscreen lors de la constitution de la société"*. Un message positif aux yeux des investisseurs.

Début 2000, Robert Kiss exprime son souhait de se concentrer sur la recherche moléculaire anti-cancéreuse. Proposition acceptée par le conseil d'administration. En 2001 et 2002, deux augmentations de capital sont organisées pour plus de 6 millions d'euros. Dans le tour de table, on trouve quelques investisseurs de référence comme BBL (devenue ING Belgique), la SRIB, SRIW.

C'est plus ou moins au même moment qu'une Commission d'enquête est mise en place au sein de la faculté de médecine chargée d'éclairer l'existence éventuelle de dysfonctionnements au sein du laboratoire d'histopathologie. D'après les documents que s'est procurés Catalpa, cette commission d'enquête est mise sur pied suite à des plaintes émanant du personnel étudiant, scientifique et technique du laboratoire concernant le comportement de Robert Kiss et la crédibilité scientifique de sa recherche. L'enquête *"se fait dans l'ignorance totale des investisseurs et des actionnaires"*, estime Catalpa. Elle ne sera révélée aux actionnaires qu'en 2010. *"On y apprend que Robert Kiss fut exclu des laboratoires de recherche de Bordet depuis 1987"*, explique-t-on chez Catalpa.

La Commission conclut que les *"soupçons de fraude"* qui accompagnent la carrière de recherche de Robert Kiss ainsi que *"l'importance et le caractère particulier des flux financiers traversant le*

laboratoire d'histopathologie" requièrent la mise sur pied d'un audit par des experts indépendants. Cet audit ne se fera toutefois jamais, ULB estimant que la portée modeste des travaux de Robert Kiss ne justifiait pas de prendre le risque de voir sa réputation mise en jeu par des experts indépendants internationaux.

Robert Tollet rentre, lui, au CA le 21 février 2003 et est nommé président. Ce qui fait dire à Catalpa qu'il devait être au courant.

Action civile en dommages et intérêts

Plusieurs augmentations de capital ont lieu entre 2003 et 2009. Mais au fil des ans, la société - qui a employé jusqu'à 28 personnes et versait chaque année 50 000 euros à l'ULB pour pouvoir utiliser ses laboratoires - peine de plus en plus à trouver des fonds. La mise en liquidation est prononcée en octobre 2010. Son principal actif est la molécule UNBS 1450 qui n'a toutefois pas répondu aux attentes.

En tout, ce sont près de 35 millions d'euros qui ont été engloutis dans la société. Catalpa y a perdu 1,5 million d'euros. En septembre 2012, elle entamait une action civile en dommages et intérêts contre ULB, Robert Kiss, Robert Tollet et Patrick Goblet (membre du CA d'Unibioscreen et directeur financier d'ULB). Elle reproche à l'ULB d'avoir créé une apparence trompeuse de crédibilité scientifique dans le chef de Robert Kiss et de la société Unibioscreen. Elle reproche des *"agissements fautifs"* à Robert Kiss dont des mauvaises informations. A Robert Tollet, elle reproche notamment de n'avoir pas communiqué au CA l'existence d'une commission d'enquête alors qu'il devait être au courant.

Toutes ces personnes sont défendues par des ténors du barreau de Bruxelles proches, du reste, de l'ULB : Xavier Dieux pour Robert Tollet et Patrick Goblet, Hakim Boularbah pour Robert Kiss et Sandrine Hirsch pour l'ULB. Toutefois, l'ULB ne souhaite pas communiquer car l'action est pendante. Mais il est clair que l'Université juge l'action non fondée. *"Je n'ai rien à ajouter par rapport à ce qui a déjà été dit"*, nous a expliqué de son côté Me Boularbah. Il avait fait valoir qu'il n'y a pas de preuve de fraude scientifique. Les plaidoiries sont prévues pour début 2014.